

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

REDACTION & ADMINISTRATION

44, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 08-70

442, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-65

Abonnements : Paris 20 fr.; Départements 24 fr.; Etranger 32 fr.

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

SUR TOUS LES FRONTS

Le Roi de Grèce

Vingt-mille hommes sous les murs d'Athènes

Un coup de main allemand dans les Vosges

"Si Sarrail AVAIT EU les mains libres..."

La bonne presse, qui sait tout et qui dit le reste, recommence à nous taper singulièrement sur les nerfs. Il faut lire ses articles sur la mobilisation grecque, ce qu'elle appelle « la félonie du roi ».

Et qu'on ! Nous en sommes encore là ? A nous dépenser en injures, en écrits tapageurs ? Pourtant, on a vu de quelle valeur est la méthode. Elle conduit tout droit à l'abîme sans fond des déceptions et de la lassitude.

Il y a belle lurette que l'on sait, en France et ailleurs, que Constantin n'est pas de nos amis. Après tout, n'est-il pas libre, ce monarque, de fixer lui-même ses amitiés et de déterminer sa conduite ? Nous n'avions qu'à le traiter comme il le méritait : en ennemi. Sa « félonie » ne vient que de notre obstination à ne pas voir clair.

On sait de quelle sorte furent les assurances données par Constantin aux diplomates alliés, et ce n'est pas une lettre à un parlementaire qui peut constituer un engagement formel, niant à jamais le souverain.

A la vérité, nous sommes victimes, cette fois comme bien d'autres, de notre souci de tout ménager. Il fallait aller à Athènes avec l'esprit révolutionnaire qui fut toujours pour la moitié dans le génie et dans la gloire de la France.

Nos diplomates n'agissaient pas autrement que s'ils avaient représenté la monarchie la plus ancrée dans les principes conservateurs. Il fallait avant tout sauvegarder la dynastie ! Eché au roi ! On aurait crié au sacrilège...

Timidement, ici dans ce journal : et ailleurs, des amis d'un général républicain qui avaient vu clair, réclamaient une action plus énergique. On répondait, comme toujours, à coups de cisseau.

Les jours passèrent. Au lendemain du quel-à-pens d'Athènes, un député anglais aux Communes, M. Lynch, pouvait déclarer fort à propos « que le

gouvernement britannique avait manqué à la fois d'une vision nette des choses, et de la puissance de décision que réclamait la situation ».

Et M. Lynch concluait : « Si on avait laissé, il y a quelque temps, les mains libres au général Sarrail, il aurait pu aisément résoudre le problème et nous aurions eu la Grèce à nos côtés ».

Mais notre diplomatie, qui se refusait à reconnaître le gouvernement constitué par M. Venizelos, se refusait également, et pour les mêmes motifs, à prendre, vis-à-vis du roi, la seule attitude qui eût pu lui faire comprendre qu'il ne s'agissait pas de tergiverser. Le résultat, on l'a vu, ce sont les événements attristants que l'on sait. C'est aujourd'hui la mobilisation grecque, avec toutes ses conséquences.

La Censure me permettra peut-être de dire quel danger va constituer pour le général Sarrail le renforcement d'une armée qu'il doit tout de suite considérer comme une armée susceptible de s'associer aux insurrections de l'intérieur.

Le correspondant du Daily Telegraph, à Athènes, peut télégraphier — probablement pas d'Athènes — que les troupes grecques sont envoyées en Thessalie. « La menace du flanc de l'armée d'Orient, ajouta-t-il, est devenue une réalité ».

Ainsi, cette campagne balkanique, qui mené hardiment, aurait pu être riche en profits, stagne maintenant, tenue en échec par le roitelet d'Athènes qui, pour notre malheur, ne fut pas seulement le beau-frère du kaiser, mais

« On a perdu du temps. On a perdu du sang, et nous ne pouvons encore formuler, cette fois, que notre vœu de tousjours : « Si seulement cela pouvait servir à quelque chose !... »

La leçon vaut non seulement pour ceux qui doivent veiller sur les destinées du pays, mais encore pour le public : elle vaut surtout pour la presse, qui aurait pu faire tant de bien pendant ces heures pénibles, et qui, par ses bluffs répétés et grossiers, a tant contribué à faire germer les rancœurs et le doute.

General N.

MINISTERES DE GUERRE

Des Hommes! Des Hommes!

Ils en ont, paraît-il, en Angleterre

Londres, 10 décembre. — Voici quelles seront sûrement les principales lignes du programme du nouveau ministère :

- 1° Combattre le péril créé par la guerre sous-marine en armant les navires marchands ;
- 2° Préparer l'offensive du printemps ;
- 3° Mobiliser la population civile de 16 à 60 ans ;
- 4° Rendre le blocus effectif ;

Les Collaborateurs de M. Lloyd George



Les membres du Comité de Guerre

1. M. Bonar Law. — Lord Milner
2. M. Henderson. — Sir Edward Carson (Cliché du Journal.)
3. stationner la population civile en créant des cartes de vivres ;
4. Augmenter la production des denrées alimentaires dans le pays ;
5. Supprimer les industries inutiles à la guerre ;

8° Restreindre encore l'importance de l'exportation des objets de luxe ;

9° Instituer des jours sans viande.

ENCORE UN... ET C'EST FINI !

Londres, 10 décembre. — De la Weekly Dispatch :

Lord Carson a abandonné les objections qu'il avait faites pour assumer ces fonctions de ministre et il a consenti à devenir premier lord de l'Amirauté.

Les ministres ont été maintenus complets, à l'exception d'un ministre.

M. Balfour n'a pas encore commencé ses travaux au Foreign Office, où Lord Grey se trouvait encore hier.

Lord Milner sera ministre sans portefeuille et membre du conseil de guerre.

UN COMITE SECRET ?

Londres, 10 décembre. — Du Daily Mail :

Quand M. Lloyd George se présentera, demain lundi, devant la Chambre, son ministère sera complet. Il est probable qu'il le pressera d'accepter la proposition faite par plusieurs parlementaires de réunir le Parlement en comité secret. On lui demandera aussi, dans le cas où il créerait un ministère du travail, de confier à ce nouveau département les fonctions remplies jusqu'ici par le ministère de l'Intérieur et le ministère du Commerce. Le Parlement demandera au nouveau ministre des affaires étrangères de faire connaître la situation en Grèce et les intentions du gouvernement à cet égard.

L'OPPOSITION

Londres, 10 décembre. — Du Daily Mail :

Le gouvernement, lorsqu'il se présentera mardi devant le Parlement, trouvera assis au banc de l'opposition MM. Asquith, Mac Kenna, Samuel, Runciman, Harcourt et Tennant.

MODIFICATION DE DERNIERE HEURE

Londres, 10 décembre. — On annonce, au dernier moment, quelques modifications, d'ailleurs sans importance, dans la composition du cabinet de M. Lloyd George. Le portefeuille de l'Intérieur serait offert à sir George Cave, procureur général, et M. Albert Mond irait au ministère des Travaux publics. Enfin lord Talbot, M. G. H. Roberts et M. Neil Primrose deviendraient lords adjoints de l'Amirauté. (L'Information.)

...Mais en France?

On ferait, aussi, appel aux compétences

La Défense nationale d'accepter les délibérations de ce Conseil. Sa composition est limitée, car n'en font partie que le président du Conseil, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine, le ministre des Finances et le ministre de l'Intérieur. Ils s'adjointent, pour délibérer, les généraux qui ont la charge du haut commandement. N'est-ce pas là un Comité de Guerre ?

Pour quelles raisons, puisqu'il existe, vouloir en constituer un nouveau ? Imitez les Anglais, mettons des ministres là où il en faut, et déclarons que le Conseil supérieur de la Défense Nationale sera le seul chargé d'examiner et de résoudre les questions relatives à la guerre. De cette façon, satisfaction sera donnée au 311 députés qui ont voté l'ordre du jour de confiance ; mais les 163 qui ont voté contre n'auront sans doute pas envie de s'incliner, puisque ce sera toujours M. Aristide Briand qui présidera.

Qu'avons-nous donc jusqu'ici ? Un gouvernement de paix ? Certainement non. Il n'y a qu'à lire les discours prononcés par M. Aristide Briand pour se convaincre du contraire ; c'est bien de la guerre, et de la guerre à outrance qu'il a parlé.

Alors, que veulent ces Messieurs de droite, du centre et de l'extrême-gauche ministérielle ? Ils veulent un comité de guerre. What is it ? comme disent nos alliés Anglais.

Est-ce un Comité qui décidera des opérations militaires à entreprendre ? Personne ne peut le penser. M. Aristide Briand, malgré son talent de parole, ne tient pas à devenir un stratège. Alors, que sera ce comité de guerre ? Une réunion de ministres de première sorte qui décideront des mesures indispensables pour aboutir à la victoire ? Avez-vous ce n'est pas sérieux, et que ceux qui parlent de ce Comité ne savent en aucune façon quel sera son rôle.

D'ailleurs, il n'y a nullement besoin d'organisation nouvelle ; il suffit de demander aux différents ministères qui ne font pas partie du Conseil supérieur de

la Défense nationale d'accepter les délibérations de ce Conseil. Sa composition est limitée, car n'en font partie que le président du Conseil, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine, le ministre des Finances et le ministre de l'Intérieur. Ils s'adjointent, pour délibérer, les généraux qui ont la charge du haut commandement. N'est-ce pas là un Comité de Guerre ?

Pour quelles raisons, puisqu'il existe, vouloir en constituer un nouveau ? Imitez les Anglais, mettons des ministres là où il en faut, et déclarons que le Conseil supérieur de la Défense Nationale sera le seul chargé d'examiner et de résoudre les questions relatives à la guerre. De cette façon, satisfaction sera donnée au 311 députés qui ont voté l'ordre du jour de confiance ; mais les 163 qui ont voté contre n'auront sans doute pas envie de s'incliner, puisque ce sera toujours M. Aristide Briand qui présidera.

Qu'avons-nous donc jusqu'ici ? Un gouvernement de paix ? Certainement non. Il n'y a qu'à lire les discours prononcés par M. Aristide Briand pour se convaincre du contraire ; c'est bien de la guerre, et de la guerre à outrance qu'il a parlé.

Alors, que veulent ces Messieurs de droite, du centre et de l'extrême-gauche ministérielle ? Ils veulent un comité de guerre. What is it ? comme disent nos alliés Anglais.

Est-ce un Comité qui décidera des opérations militaires à entreprendre ? Personne ne peut le penser. M. Aristide Briand, malgré son talent de parole, ne tient pas à devenir un stratège. Alors, que sera ce comité de guerre ? Une réunion de ministres de première sorte qui décideront des mesures indispensables pour aboutir à la victoire ? Avez-vous ce n'est pas sérieux, et que ceux qui parlent de ce Comité ne savent en aucune façon quel sera son rôle.

D'ailleurs, il n'y a nullement besoin d'organisation nouvelle ; il suffit de demander aux différents ministères qui ne font pas partie du Conseil supérieur de

APRES LE COMITE SECRET

Un Député Censuré

M. Roux-Costadou a prononcé hier, à la Chambre, un important discours, haché par les interruptions de ses collègues

Les lecteurs du "Bonnet Rouge" liront les passages essentiels de ce discours, interrompu par la Censure de M. Deschanel

Un incident d'une rare violence s'est produit hier à la Chambre, à propos de la discussion du budget. M. Roux-Costadou est monté à la tribune et a prononcé un discours qui a fait sensation.

Nous aurions aimé pouvoir le reproduire intégralement, avec toutes les interruptions dont il fut haché. Malheureusement, la place nous manque ; nous avons dû faire des coupures.

Cependant, nous croyons que le public a le droit de savoir ce qui se passe et ce qui se dit au Parlement, et que le devoir des journalistes indépendants, c'est, à défaut des commentaires qui leur sont interdits, de publier des informations exactes.

Voici donc, tels que nous les découpons dans le Journal Officiel, pages 3580, 3590, 3591 et 3592, les passages essentiels du discours prononcé par M. Roux-Costadou :

M. le président. La parole est à M. Roux-Costadou.

M. Roux-Costadou, de son banc. Messieurs, je désire prendre quelques précisions. Quand il s'agit d'orateurs qui disent : « Faisons un rêve », la question ne se pose pas, mais comme il s'agit d'un homme dont la pensée peut vous paraître quelque peu originale, audacieuse ou téméraire, il est nécessaire que l'on appelle au libéralisme et à la bienveillance de mes collègues.

Si la censure n'existe pas... M. Alexandre Ribot, ministre des finances. Il faudrait l'inventer. (Très bien ! très bien !)

M. Roux-Costadou... je vous aurais fait l'économie d'un discours, mais elle existe et elle existe par le consentement de la majorité parlementaire. (Très bien ! très bien ! sur quelques bancs du parti socialiste.)

J'ai donc, pour seul moyen d'expression de ma pensée, cette tribune.

Vous pourriez peut-être me reprocher de tenir un langage qui ne se rapporte pas directement aux questions provisoires (Mouvements divers) ; il s'y rapporte en ce sens que j'intends refuser les crédits demandés par le Gouvernement et indiquer les raisons qui motivent ce refus conditionnel, jusqu'à ce que nous ayons ici un gouvernement de la guerre.

M. Roux-Costadou (à la tribune). Messieurs, le sort de l'Europe est entre les mains de ses gouvernants. Les uns, manifestant leur scélératesse, ont débâché la guerre ; les autres, démontrant leur incapacité, n'ont pas su l'arrêter. Après avoir déchiré, torturé, égorgé, pendant plus de deux ans, dix millions d'hommes les plus beaux, les plus sains, les meilleurs de toutes les nations, ils poursuivent avec rage une hideuse entreprise. La victoire s'est refusée aux premiers comme aux seconds, et, à l'heure où si affreux nul ne peut entrevoir le terme de ces souffrances et de ces douleurs, voilà le fait brutal, messieurs, vu de très haut et de très loin, et qui m'inspire une froide résolution : pas un centime, pas un soldat ! Je rapose les crédits provisoires, et c'est votre attitude à vous qui détermine mon attitude. Nous sommes ici quelques-uns qui nous sommes évertués à implanter dans cette Assemblée l'esprit de guerre, l'action de guerre ; mais nous n'avons pas réussi ; à cette patriotique arriété, qui gêne les digestions heureuses, le Parlement a préféré un optimisme spongieux et nonchalant... (Exclamations et protestations.)

M. le président. Vous ne pouvez pas vous exprimer ainsi, monsieur Roux-Costadou.

M. Roux-Costadou... le sommeil et l'obscurité. (Bruit.)

C'est aussi une plainte que vous allez entendre, et c'est aussi un réquisitoire ; c'est l'appel d'une conscience qui n'a jamais cessé un seul instant d'être libre et humaine en démentant française.

Ne cherchez pas à discerner le bon grain de l'ivraie ; la nuit qui s'étend sur le monde est trop noire ; la vérité ne sera connue que plus tard ; ceux que vous désignez comme fous, elle dira qu'ils étaient sages, elle dira qu'ils étaient fous. (Mouvements divers.)

(A droite) C'est la maison à l'envers ! M. Roux-Costadou. En ce qui me concerne je ne participerai plus à cette boucherie. Je ne veux plus qu'à cause de mon consentement un centime soit versé sur les champs de bataille à côté de son père qui expira. Vous n'avez épousé la victoire que par procuration et de retour à la révolte. (Interruptions et bruit.)

Reconnaissez à comprendre. Il y a, dans les années des forces intérieures qui sont irrésistibles, il y a une puissance du cœur et de la raison, à laquelle on est contraint d'obéir ; il y a des périls graves et pressants qui menacent la République et la patrie.

Ce comité secret que vous avez organisé, votre attitude, vos dispositions d'esprit, vos votes confirment absolument la pensée que j'ai l'honneur d'exprimer à cette tribune.

M. J.-L. Dumessnil. Alors faites-nous l'économie d'un discours. (Très bien ! très bien !)

blanche et la civilisation, la France et l'Europe (Exclamations et bruit.)

M. Roux-Costadou. Nous ne serions pas dignes de rester sur ces bancs et de représenter la nation la plus héroïque du monde si nous retardions l'heure pénible, mais inévitable, où chacun doit prendre ses responsabilités.

Nous sommes invités à voter des crédits, c'est-à-dire à ajouter quelques milliards de plus aux nombreux milliards déjà dépensés. Or, voter les crédits, ce n'est pas seulement vouloir continuer la guerre, c'est accepter sa conduite dans les conditions où elle a été conduite.

A gauche. C'est au comité secret qu'il fallait dire tout cela. Ce n'est plus le moment !

M. Roux-Costadou. Avant-hier, vous m'avez empêché de parler.

C'est admettre sciemment, clairement, en pleine connaissance des réalités et avec obstination cette redoutable formule de l'heure et de l'impérialisme à l'extrémité de laquelle je tremble d'apercevoir l'écroulement de nos rêves, la ruine de notre patrie... (Bruit prolongé.)

M. le président. J'invoie l'orateur à revenir à la question, celle des crédits.

M. Roux-Costadou... que dis-je, le recommencement pour toutes les patries, d'une existence misérable, d'une ère barbare.

M. Jacques-Louis Dumessnil. Monsieur le président, l'orateur parle en dehors de la question et avec excès.

M. le président. J'ai déjà rappelé l'orateur à la question.

M. Camille Blaisot. Quittez donc la tribune ! A quel cela vous sert-il de parler, puisque vous ne parlez que pour vous ?

M. Roux-Costadou. Je ne parie pas que pour moi, je parle pour le pays. (Vives exclamations et dénégations. — Bruit.)

M. le président. Monsieur Roux-Costadou je vous rappelle encore à la question.

M. Duclaux-Montell. Puisque vous voulez la paix, dites-nous donc quelle paix vous voulez ? Vous n'osez pas le dire.

M. Roux-Costadou. Messieurs, je le reconnais volontiers, c'est une conviction dangereuse... (Bruit.)

(Sur plusieurs bancs) On n'entend pas !

M. Charles Dumont. Et nous voulons savoir ce que dit cet homme ! (Applaudissements.)

M. François Arago. Nous ne sommes plus en comité secret !

M. le président. J'ai rappelé une première fois M. Roux-Costadou à la question ; s'il continue, je l'y rappellerai une seconde fois et notre collègue ne voudra pas m'obliger à lui appliquer le règlement.

Communiqués

661^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

10 décembre, 15 heures.

Dans les Vosges, un coup de main ennemi dirigé sur une de nos tranchées au sud du col de Sainte-Marie, a été repoussé.

Rien à signaler sur le reste du front.

Dans la nuit du 9 au 10, un groupe de nos unités a lancé de nombreux projectiles sur les gares et établissements militaires de Mladigny, Ham et Mons-en-Chaussée.

En Roumanie

?

En Grèce

L'ATTITUDE DU ROI

Zérich, 10 décembre. — On mande de Sofia au journal As Est que le gouvernement grec aurait fait savoir qu'il maintiendrait sa neutralité armée.

Sous les murs d'Athènes

Londres, 10 décembre. — On mande de Syra à la Weekly Dispatch, à la date du 5 décembre, que selon des renseignements d'Athènes, des troupes arrivent sans cesse. Elles sont essentiellement au nombre de 20.000 aux environs de la capitale. M. Lampros prétend que cette mesure a été prise dans le but de maintenir l'ordre.

La presse gouvernementale reconnaît

que 1.600 vénizelistes ont été arrêtés, le maire d'Athènes et 188 autres personnes jetés en prison, sous l'accusation de trahison et d'intention d'assassinat.

La colonie française est partie pour la Crète. — (Havas.)

COMMUNIQUE FRANÇAIS

10 décembre, 15 heures.

Dans les Vosges, un coup de main ennemi dirigé sur une de nos tranchées au sud du col de Sainte-Marie, a été repoussé.

Rien à signaler sur le reste du front.

Dans la nuit du 9 au 10, un groupe de nos unités a lancé de nombreux projectiles sur les gares et établissements militaires de Mladigny, Ham et Mons-en-Chaussée.

En Roumanie

?

En Grèce

L'ATTITUDE DU ROI

Zérich, 10 décembre. — On mande de Sofia au journal As Est que le gouvernement grec aurait fait savoir qu'il maintiendrait sa neutralité armée.

Sous les murs d'Athènes

Londres, 10 décembre. — On mande de Syra à la Weekly Dispatch, à la date du 5 décembre, que selon des renseignements d'Athènes, des troupes arrivent sans cesse. Elles sont essentiellement au nombre de 20.000 aux environs de la capitale. M. Lampros prétend que cette mesure a été prise dans le but de maintenir l'ordre.

La presse gouvernementale reconnaît

Aux Écoutes

à rien. Pas du tout, on s'est mis à le renforcer. Tout ce qui fonde la démocratie a été brisé, il n'y a plus de liberté de pensée, d'intelligence, de bruit.

M. Octave Lorraine. A quel chapitre du budget cela se rapporte-t-il ? (Très bien ! très bien !)

M. Roux-Costadau. Il n'y a plus de liberté de la presse. Je vous l'ai dit, messieurs, et la censure existe, elle existe par votre faute. (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Elle existe par la faute de gens comme vous ! (Très bien ! très bien !)

M. Roux-Costadau. La plus légère critique des actes des ministres est interdite. La censure existe, elle existe par votre faute. (Bruit.)

M. Lucien Millevoye. La Convention n'appliquait pas la censure, elle appliquait la censure. (Bruit.)

M. Roux-Costadau. Les journalistes sont à ses pieds ; ils reçoivent chaque matin les écrivains. (Exclamations.)

Messieurs, je ne me faisais pas d'illusions sur la difficulté que j'aurais à prononcer ce discours. Je savais bien que, si je venais aujourd'hui, je serais à la tribune, j'y restais. (Bruit.)

On nous ment dans la presse avec un cynisme incroyable ; on ment par ordre et par cupidité. (Vives protestations à gauche, au centre et à la droite.)

M. Charles Dumont. Mais c'est intolérable !

M. le président. Monsieur Roux-Costadau, vous rappelez à l'ordre. (Très bien ! très bien !)

M. Roux-Costadau. L'institution de la censure est un acte de révolte contre la patrie. La surveillance des questions militaires et diplomatiques n'est qu'un prétexte à l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

A partir d'aujourd'hui, et tant que durera ce despotisme, je ne recevrai plus de confiance au Gouvernement, je barrerai la route aux imprudents qui s'imaginent que, pour faire la guerre, il faut se passer de la République.

Je ne crains pas, messieurs, un pouvoir fort et autoritaire, c'est la présente avec un front découvert. Ce que je crains, ce sont les gens masqués ; ce sont les hommes qui mettent des bandeaux sur leurs arcanes sourcilieuses et qui s'éloignent dans les souterrains, tandis qu'on assassine la nature. (Interjections.)

M. Roux-Costadau. Je suis terrifié par cette descente rapide de la France vers les abîmes. (Bruit.) Je suis épouvanté par la stérilité de nos méthodes militaires et diplomatiques. (Exclamations.)

M. Camille Blaisot. Allez donc dans les tranchées ; cela vous ramènera le moral !

M. Roux-Costadau. Je suis anéanti par le pressentiment des suites de cette aventure, la destruction systématique de la race, l'immensité du cimetière, l'entêtement et l'insupportable sécurité de ceux qui méconnaissent la philosophie chrétienne devenue stérile devant une froide démonstration. Agiles des lanternes, c'est bien ; mais les éclairer, c'est encore mieux. On ne guide pas une grande nation comme la nôtre avec des bouillottes et des chimistes, on l'habitude à la connaissance des réalités de la démocratie n'est possible que fondée sur la vérité ; et la première des vertus, autant pour les collectivités que pour les individus, c'est la recherche courageuse de la vérité.

Messieurs, qu'à-t-on fait ? On a tué, on a sacrifié sans compter, avec quel mépris de la démocratie et du soldat, des milliers et des milliers de vies humaines. (Vives protestations.)

M. André Paisant. On ne peut pas laisser dire des choses pareilles !

M. Jacques-Louis Duménil... que vos discours.

M. Roux-Costadau. ... que la défaite. Messieurs, j'ai interrogé ma conscience, car j'ai la présence d'esprit d'avoir une et de l'avoir gardée pure de tout contact patriote. Ma conscience m'a dit : « Marche ! »

M. André Paisant. Dans la nuit !

M. Roux-Costadau. Je sais où je vais mieux que votre Gouvernement dont la formule a été, pendant deux et demi : Ni le roi, ni la paix, ni la République, ni la guerre !

Dans mon intervention précédente, j'avais engagé le président du conseil de pratiquer une politique telle que la France fut réellement et fortement soulagée. Quelques Anglais eux-mêmes reconnaissent ce fait. M. Germain dans un article de l'Observer : « La France a porté le poids des deux premières années de guerre ; l'Angleterre doit en porter le poids jusqu'à sa fin. »

On nous annonce l'allongement du front anglais. C'est à résultat, à moins que ce ne soit un geste sans importance. Car j'ai bien noté, le 10 et 11, pendant que vous diminuiez de nos sacrifices, vous maintenez vos vieilles classes sous les drapeaux, vous proposez la révision des réformes, vous préparez l'appel de la classe 1918 et vous allez jeter dans la fournaise les aigleaux de la bergerie, toute la chair vivante de la race et pendant que vous conduisez les derniers Français à ces horribles holocaustes, le colonel Repington écrit à la date du 10 novembre « qu'il y a trois ou quatre millions de citoyens d'âge militaire, dans les îles britanniques, qui poursuivent tranquillement leurs occupations. »

M. Lucien Millevoye, ironiquement. M. le président du conseil demandait un programme. En voilà un !

M. Roux-Costadau. Quant aux morts, je n'essaierai plus de les compter. A quel servirait-il que je vous accompagne dans l'avenir des tombeaux ! Je connais ces gens heureux et souriants qui font si bon marché de la vie des autres... (Bruit et interruptions.)

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

épuisés et la victoire deviendra aussi stérile, aussi désastreuse.

M. Jacques-Louis Duménil... que vos discours.

M. Roux-Costadau. ... que la défaite. Messieurs, j'ai interrogé ma conscience, car j'ai la présence d'esprit d'avoir une et de l'avoir gardée pure de tout contact patriote. Ma conscience m'a dit : « Marche ! »

M. André Paisant. Dans la nuit !

M. Roux-Costadau. Je sais où je vais mieux que votre Gouvernement dont la formule a été, pendant deux et demi : Ni le roi, ni la paix, ni la République, ni la guerre !

Dans mon intervention précédente, j'avais engagé le président du conseil de pratiquer une politique telle que la France fut réellement et fortement soulagée. Quelques Anglais eux-mêmes reconnaissent ce fait. M. Germain dans un article de l'Observer : « La France a porté le poids des deux premières années de guerre ; l'Angleterre doit en porter le poids jusqu'à sa fin. »

On nous annonce l'allongement du front anglais. C'est à résultat, à moins que ce ne soit un geste sans importance. Car j'ai bien noté, le 10 et 11, pendant que vous diminuiez de nos sacrifices, vous maintenez vos vieilles classes sous les drapeaux, vous proposez la révision des réformes, vous préparez l'appel de la classe 1918 et vous allez jeter dans la fournaise les aigleaux de la bergerie, toute la chair vivante de la race et pendant que vous conduisez les derniers Français à ces horribles holocaustes, le colonel Repington écrit à la date du 10 novembre « qu'il y a trois ou quatre millions de citoyens d'âge militaire, dans les îles britanniques, qui poursuivent tranquillement leurs occupations. »

M. Lucien Millevoye, ironiquement. M. le président du conseil demandait un programme. En voilà un !

M. Roux-Costadau. Quant aux morts, je n'essaierai plus de les compter. A quel servirait-il que je vous accompagne dans l'avenir des tombeaux ! Je connais ces gens heureux et souriants qui font si bon marché de la vie des autres... (Bruit et interruptions.)

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

M. Camille Blaisot. Vous êtes aussi dans l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les escamotages ; elle défend de faire allusion aux dissolutions d'arrêts, aux trépassés, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réductions de prix pour le trafic des lettres de écusserie, les salaires des missions de propagande, les grosses soldes et le scandale des opulentes fortunes édifiées en quelques mois sur les malheurs du pays !

M. le président. Veuillez préciser votre pensée, monsieur Roux-Costadau.

M. Roux-Costadau. Je parlais de ces littérateurs assis dans des fauteuils, au coin du feu, qui remportent des batailles et qui s'emparent de la rive gauche du Rhin... (Bruit.)

La neige tombe... tombe... tombe, un peu pour l'instant.

De Grenoble à Cahors, de Mâcon à Nice, la neige tombe... Les chemins de fer départementaux, les tramways ont été obligés, en certains endroits d'interrompre leur trafic.

L'hiver, qui vint de bonne heure, est aussi rigoureux. Dans la vallée du Rhône, en beaucoup de points, la neige a atteint une épaisseur dépassant douze centimètres.

Le Ripolboche, journal qui paraît au front, exprime cette profonde pensée, qui est surtout... une chose vive : « La zone des gendarmes finit où celle des gens d'armes commence. »

Peut-être est-ce vrai, en tout cas, c'est « rose ».

M. P. du Maroussin a terminé la dernière des quatre conférences qu'il fit au Collège des sciences sociales sur « le rétablissement de la France après la grande guerre (1870-1871). »

A lors, ce n'est donc plus celle-ci, la grande guerre ? On va finir par nous embrouiller la-dessous, si ça continue.

L'Alliance Franco-Belge, dont le but est précisément de soutenir les efforts du Comité National de Secours et d'Alimentation de Belgique, fait appel à la générosité française.

Elle espère que, selon l'expression heureuse du lord-maire de Londres, il y aura, sur toutes les tables françaises, à l'occasion de ce jour de Noël ou du nouvel an, une « enveloppe de miséricorde », à l'intention des petits enfants de Belgique.

Les dons sont reçus au siège de l'œuvre de l'Alliance Franco-Belge, 88, rue de la Victoire, à Paris.

Le Musée du Louvre vient d'entrer en possession de plusieurs lots ; une suite de miniatures persanes lui ont été laissées par M. G. Maréchal, qui a également donné à la Bibliothèque nationale une collection curieuse de livres, cartes à jouer, estampes et livres japonais, manuscrits persans et arabes. M. L. Hardy a légué un portrait de Jean-Baptiste Lully, un buste de Louis XIV, des objets et fleurs de Desportes ; enfin, le Louvre se voit attribuer des objets d'art de la Renaissance provenant de la collection Paul Garnier.

Une importante exposition d'art décoratif et industriel s'ouvrira à Genève en novembre 1917. Spécialement consacrée à l'enfance, elle comprendra les jouets fabriqués en Suisse, les aménagements pour les enfants nationaux et les objets utilisés pour l'enseignement.

Le Comité de l'exposition a choisi pour présidents d'honneur M. Henri Borel, président de la ville de Genève, et Louis Chavet, président de la ville de Genève.

On sait qu'un groupe de la Société des Artistes indépendants fait appel à ses camarades pour qu'ils viennent bien se joindre à eux en vue d'une grande exposition.

Les familles des mobilisés que cette circulaire n'aurait pas pu venir de bien vouloir faire connaître, l'adresse militaire des intéressés, une liste de noms et de lieux de naissance, au service de la Br. Selon le goût du temps, le sujet est mythologique et représente Hercule et Minerve, entourent d'attributs.

La conférence que la Ligue de l'enseignement organise lundi, sera faite par Mme Théron, de la Comédie-Française, sur les Chants et Légendes des Alpes.

Audition de M. Macri, du théâtre national et royal de Bucarest.

M. le président. Je ne peux vous le donner. Les allocations aux réfugiés, il ne peut y avoir de débat sur l'interdiction de la parole.

M. Bernard Gadenat. C'est une infamie ! (Bruit.)

M. Roux-Costadau. Le pays jugera. (Exclamations.) J'ai le pays pour moi. (Bruit.)

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)

M. Roux-Costadau. Si la guerre dure longtemps, écrit-il, où est-ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre ?

M. le président. C'est l'Allemagne qui a fait systématiquement une œuvre de dévastation. (Applaudissements.)